

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une Foi

DISCOURS DE MONSIEUR ABDOULAYE IDRISSE MAIGA, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

**A L'OCCASION DU SEGMENT DE HAUT NIVEAU DE LA VINGTIEME SESSION DE LA
CONFERENCE DES PARTIES A LA CONVENTION CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

LIMA, PEROU

7 - 12 DECEMBRE 2014

- Excellence Monsieur le Président de la vingtième Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ;
- Excellence Madame Christiana Figures, Secrétaire Générale de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ;
- Chers homologues Ministres ;
- Mesdames et Messieurs

Je voudrais à l'entame de mon propos, et au nom de Son Excellence, le Président de la République du Mali, *remercier très chaleureusement le Gouvernement et le Peuple du Pérou*, qui ont bien voulu accueillir avec bienveillance l'organisation de cet évènement, *vous remercier également* pour l'hospitalité dont nous bénéficions ***depuis notre arrivée dans cette belle ville de Lima.***

Ces remerciements vont aussi à l'endroit du Secrétariat de la Convention et des négociateurs pour le merveilleux travail accompli ainsi que pour leur engagement dédié à faire aboutir les efforts vers un accord consensuel post 2015.

Monsieur le Président,

La réalité du dérèglement climatique nous est plus que jamais réaffirmée à travers les résultats de la 5^{ème} évaluation du Groupe International sur l'Evolution du Climat (GIEC).

En effet, le constat est aujourd'hui alarmant, car les données à notre portée commune illustrent la menace climatique et ses risques. Oui, le taux de CO2 dans l'air bat des records depuis plus de 2 millions d'années.

Oui, les sources d'inquiétudes sont nombreuses en les différentes manifestations de cette menace.

Qu'il s'agisse des sécheresses récurrentes au Sahel et ailleurs, de la baisse continue de fertilité des sols, des pertes d'habitat et de biodiversité...

Qu'il s'agisse de l'élargissement du front de la désertification, de la multiplication des seuils sableux dans le cours de plusieurs grands fleuves dont le Niger en sa Boucle et son Delta intérieur, il y a encore de réelles sources d'inquiétudes et de prémisses préoccupantes.

Toutes choses qui fondent l'idée que la dégradation des ressources naturelles entraîne la diminution du pouvoir d'achat des couches les plus vulnérables.

Face à cette situation aux conséquences gravissimes, l'heure est à l'Exigence d'actions consensuelles à partir des annonces faites à New York en septembre dernier. Des annonces faites d'Ambitions pour préserver le monde du mal climatique.

C'est fort de ce constat, que le Mali s'est engagé à bâtir une Economie verte et résiliente aux changements climatiques à travers entre autres : (*rappel*)

- *l'élaboration d'un Cadre Stratégique pour une Economie verte et résiliente au changement climatique assorti d'un plan d'action ;*
- *l'élaboration d'une Stratégie nationale de financement de l'Environnement, adossée à un mécanisme de mobilisation des ressources domestiques à travers la fiscalité écologique (une priorité) ;*
- *la mise en place et l'opérationnalisation du Fonds Climat-Mali pour renforcer les mécanismes de mobilisation des financements nationaux et internationaux, notamment ceux provenant du Fonds Vert Climat : à ce sujet, nous envisageons en rapport avec plusieurs partenaires , d'organiser certains événements à Paris lors de la COP 21 ;*
- l'élaboration de cinq programmes prioritaires pour répondre de manière urgente au défi climatique.

Ces programmes ont constitué l'ossature des annonces du Mali au Sommet mondial sur le climat. Ils visent à engager notre pays dans un processus de transformation irréversible de son économie vers la résilience au dérèglement climatique. Il s'agira de mettre en place les infrastructures résilientes adaptées.

- Monsieur le Président,
- Mesdames et Messieurs,

Dans le cadre des présentes négociations, la République du Mali s'associe aux déclarations faites **par la Bolivie au nom du Groupe des 77** et de la **Chine, par le Soudan au nom du Groupe Africain** et **par le Népal** au nom du Groupe des Pays les moins avancés.

Nous concernant – pour le Mali, **la présente Conférence est une étape cruciale pour arriver à un accord en décembre 2015 à Paris.**

Nos travaux ici à Lima devront pour ce faire, être axés sur trois points. Ce sont : i) le programme de travail sur l'ambition sous la plateforme de Durban ; ii) la conclusion d'accord post 2015 sous la même plateforme ; iii) une architecture financière adéquate.

1. **Le Programme de Travail sur l'Ambition sous la Plateforme de Durban:**

- **Il sera important de suivre la mise en œuvre des annonces et autres initiatives lancées lors du Sommet Climat de septembre dernier à New York;**

- **Il urge de procéder à la mise en place du cadre des indicateurs cibles à atteindre en matière d'émissions pour l'ensemble des pays développés, parties ou non de la seconde période d'engagement du Protocole de Kyoto ;**
- **Les pays en développement ne seront pas en reste de cette réduction d'émissions de gaz à effet de serre, sur la base d'appuis et de soutiens effectifs. Car, je demeure convaincu que des actions encore plus vigoureuses seront mises en œuvre ;**
- **Enfin, il importe de construire une Alliance mondiale englobant le secteur privé, les villes, et la société civile afin de lancer des initiatives innovantes capables de renforcer tous nos efforts afin d'impulser une dynamique incitative à l'action et à l'ambition.**

2. **La conclusion d'Accord post-2015 sous la Plateforme de Durban.**

Le Mali soutient un régime climatique tourné vers l'adéquation de notre action avec nos objectifs de développement durable, **à travers les domaines clés suivants clés:**

- Un niveau d'ambition global de réductions des émissions par ;
 - *la mise en place d'un modèle de partage des efforts, décliné précisément en des axes d'efforts d'atténuation par rapport à l'effort global ;*
 - *la réaffirmation du leadership des pays développés à accélérer leur action : il faudrait saluer l'engagement de Barak Obama, de Francois Hollande dans ce sens ; de même que nous saluons les efforts fournis par certains pays ou par certaines organisations continentales.*
- **Un niveau adéquat de soutien à l'adaptation des pays en développement, en particulier à l'endroit des couches les plus vulnérables :**
 - en établissant un processus d'évaluation des besoins d'adaptation des pays en développement ;
 - en adoptant le Plan National d'Adaptation (PNA) comme point d'entrée au soutien à l'adaptation dans les pays en développement ;
 - en adoptant un objectif public sur le financement de l'adaptation.

3. **Une architecture financière adéquate à travers :**

- l'inscription de l'engagement des 100 milliards de dollars US comme niveau minimum du soutien aux pays en développement ;
- l'évaluation des besoins de financement des pays en développement ;
- l'établissement d'un régime effectif de M.R.V du soutien.

- Monsieur le Président,
- Mesdames et Messieurs,

Sur les contributions nationales, il me plaît de vous affirmer que mon pays, prépare activement sa participation à l'Accord avec le soutien de ses partenaires que je voudrais remercier très chaleureusement.

Au demeurant je voudrais souligner que ces contributions doivent fondamentalement refléter les obligations différenciées des parties sous la Convention et les six éléments explicités dans le mandat de la Plateforme de Durban à savoir : l'adaptation, l'atténuation, le transfert de technologies, le renforcement des capacités, le financement et la transparence.

Par conséquent, le texte actuel, à l'instar des présentes négociations doit obéir au respect des principes de la Convention.

- Monsieur le Président ;
- Mesdames et Messieurs.

Pour que Lima soit effectivement un pas important dans la bonne direction, nous pensons que ces différentes questions devraient être correctement traitées. Et d'ailleurs, il importe que nous prenions fermement des décisions concrètes et courageuses.

Le changement climatique constitue l'un des plus grands défis de notre époque. Aujourd'hui il a déjà le visage d'une menace pressante pour les sociétés humaines et la planète toute entière. Pour l'Afrique, le besoin est urgent et immédiat afin de prévenir des pertes et dommages supplémentaires et enrayer la dynamique économique en ce début de XXIème siècle.

A onze mois de la Conférence de Paris, où nous devons adopter un nouvel accord climatique mondial, nous sommes à un tournant décisif et nous ne devons pas faillir. Le monde entier nous observe et nous devons prendre nos responsabilités face à l'histoire.

Je sais pouvoir compter sur le sens des responsabilités communes de justice et de solidarité de chacun et de tous. Faisons des COP 20 et 21, des campagnes allant au-delà de celles qui réchauffent l'amitié entre les peuples. Pour ce faire, faisons d'abord de la COP 20, celle qui contribuera à sauver l'Humanité

Je vous remercie de votre attention.